



PANEL 10

INDUSTRIES CULTURELLES DU SUD GLOBAL ET DOMINANTES OCCIDENTALES



Vers une participation des Relations Publiques à la promotion des valeurs culturelles dans les petits et moyens territoires en Afrique Subsaharienne francophone : regards croisés Niger-Cameroun

Mireille BITYE M.^{1*}, Julien BENOMAR², René V. MENDOMO³, Jean Gabriel ONGUENE⁴

¹IRIC/Université de Yaoundé II, Cameroun, mbity@yahoo.ca

²Chercheur-Praticien, jb@theseconsulting.com/Luxembourg

³ERMASMOP- Afrique/CEREG, Cameroun, mejackmend@yahoo.com

⁴ERMASMOP- Afrique/CEREG, Cameroun, onguenejean118@gmail.com

*auteure correspondante

Résumé élargi :

Face aux mutations économiques actuelles, la transformation du territoire fait désormais office d'une réalité qui impose aux individus d'un même groupe d'adopter des modes de vie qui leur sont propres, de fonder leur identité et de conforter leur sentiment d'appartenance et d'appropriation au sens symbolique et matériel. Dans une telle posture, l'emploi d'un marketing orienté vers la culture se présente comme un moyen idéal de valorisation et d'attractivité territoriale (Chamard et Schlenker, 2017).

En Afrique, les populations se caractérisent par une pluralité de cultures qui ne semblent pas véritablement prises en compte par les autorités locales. La culture se situe alors dans une logique d'impasse où la majeure partie de la population perd totalement les prémices culturels (danses, langue, menus, etc.). Pourtant, l'élément culturel constitue un paramètre à ne pas sous-estimer dans le développement socioéconomique local (Appel et al., 2008). La même réalité caractérise le vécu des collectivités locales dans les contextes nigérien et camerounais. En effet, les activités culturelles dans ces environnements font encore face à certaines difficultés : premièrement, l'expression culturelle reste l'œuvre des populations locales qui malheureusement, ne peuvent pas être autonomes dans le financement des activités culturelles ; deuxièmement, l'on peut remarquer un manque de créativité et d'innovation dans l'attitude des acteurs locaux. Ceux-ci continuent à se livrer à des pratiques culturelles routinières qui ne favorisent pas de véritables bénéfices dans la productivité locale.

Parlant de la pratique camerounaise précisément, il convient de constater que l'expression culturelle camerounaise reste massivement dominée par l'évènementiel via les actions de streetmarketing. Dans ce contexte, la valorisation culturelle est traduite par les danses traditionnelles et les prestations musicales portées par des groupes ethniques et des musiciens, prestant en tous lieux lors des cérémonies traditionnelles ou encore des événements politiques de grande envergure. Aussi, seules quelques communautés locales parviennent véritablement à organiser des vitrines culturelles comme si les autres n'y trouvaient aucune importance (Emgbwang, 2018). Pourtant, avec le processus de décentralisation et des conventions internationales, les entités locales devraient pouvoir bénéficier des opportunités qu'offre l'ouverture aux autres, pour faire de la culture une vitrine messagère qui expliquerait, ce qu'elles sont, ce qu'elles détiennent comme compétences et ce qu'elles ont à offrir (Emgbwang, op.cit.).

Par ailleurs, une enquête exploratoire supplémentaire, réalisée dans trois aires culturelles (Beti-fang, Grassfield, Sudano-Sahélien) réparties dans les régions du Cameroun, souligne également que le phénomène des relations publiques et le marketing des produits culturels est resté à sa phase embryonnaire. Le profil du dirigeant, les compétences sont recrutées sur des bases très peu orthodoxes (favoritisme, népotisme, tribalisme, etc.), le personnel peu motivé, l'insuffisance des outils managériaux sont autant d'obstacles sources de tensions sociales et de contreperformance dans les entités territoriales dans ce contexte précis. Ce qui pose alors le problème plus fondamental du leadership des acteurs locaux, une contrainte managériale désormais cruciale pour garantir l'efficacité de la gouvernance territoriale dans ce contexte précis.

A l'inverse, le Niger a réussi à se doter d'une vitrine culturelle de qualité par la construction d'un village artisanal regroupant 13 coopératives sur tout le territoire permettant ainsi la valorisation d'une large gamme de produit et employant 2 836 artisans (dont 1 078 femmes) à Niamey. La construction de ce centre a permis, via la valorisation des cultures locales, de générer un revenu important pour les artisans, avec des recettes mensuelles pouvant dépasser les 3.000.000 FCFA (4.500 €). Ce centre contribue également à l'émergence et à la prospérité de secteur de l'artisanat qui représente désormais près de 25% du PIB nigérien.

Les cas très différents du Cameroun d'un côté et du Niger de l'autre posent donc la question de la valorisation des biens culturels par les différents pays en Afrique francophone.

L'intérêt de la présente recherche est ainsi d'analyser, sur la base des modèles camerounais et nigérien, le rôle prépondérant de la culture dans les processus de production économique et de visualiser l'enjeu des relations publiques. D'où la question de recherche suivante : quelle est la contribution des relations publiques dans la promotion des valeurs culturelles dans les entités décentralisées par une confrontation des cas Cameroun et Niger ? Il s'agit ainsi dans la présente communication d'étudier l'apport potentiel des Relations Publiques sur la promotion des valeurs culturelles en Afrique subsaharienne francophone en confrontant deux situations opposées : une success-story vécue au Niger et un succès beaucoup plus relatif dans les entités décentralisées au Cameroun. Les résultats, issus des analyses de contenu manuelles et automatisées sous Nnivo 10, soulignent globalement que les villages artisanaux et les cérémonies culturelles constituent des cadres d'expression privilégiés des relations publiques dans les contextes explorés.

Mots clés : Relations Publiques, Promotion des Valeurs Culturelles, Entités Décentralisées, Cameroun, Niger.

Références indicatives :

1. Appel V., Boulanger H. and Lavigne A. (2017). Relations publiques : De l'instabilité de la notion comme creuset d'émergence de nouvelles pratiques professionnelles. *Communication*, 34, 2.
2. [Chamard C.](#) et [Schlenker L.](#) (2017). La place du marketing territorial dans le processus de transformation territoriale. *Gestion et management public*, 3 (6/1), 41-57.
3. Emgbwang A.B. (2018). *Marketing territorial et création identitaire des petits et moyens territoires : le cas des entités décentralisées de la région du centre au Cameroun*. Mémoire, FSEG, Université de Yaoundé 2, Cameroun.



Penser une fonction RH à temps partiel pour l'efficacité des administrations publiques des pays du Sud : cas du Cameroun

Roulie Niquaise EVA'AH^{1*}, Robert SANGUE FOTSO²

¹Faculté des Sciences Economiques et de Gestion, Université de Yaoundé II, Cameroun,
roulie6@gmail.com

²Faculté des Sciences Economiques et de Gestion, Université de Yaoundé II, Cameroun,
rsangue28@yahoo.fr

*auteure correspondante

Résumé long : L'objectif de cet article est de démontrer qu'une forme d'emploi alternative tel que le travail à temps partiel, est bénéfique pour la santé du personnel des administrations publiques des pays du Sud. Nous analysons comment l'intégration d'un responsable des ressources Humaines (RRH) à temps partiel est perçue dans ces administrations, quel gain de ressources ce RRH apporte au personnel et si ce gain lui permet d'entrer dans une spirale de réussite. Cette recherche exploratoire, de type abductif, est basée sur des études de cas multisites de trois ministères de la fonction publique. Il ressort des analyses effectuées que le recrutement d'un RRH à temps partiel dans les pays du Sud est perçue comme une stratégie préventive du stress et donc, de la santé du cadre de la fonction publique. Cette stratégie apparaît judicieuse - efficace et repose sur la capacité du cadre à s'appuyer sur une forme d'emploi dans lesdits pays.

Une partie de la littérature en Sciences de gestion est relative à la santé au travail et notamment sur les aspects liés au stress, à la souffrance au travail, au style de management et au burn-out (Picart et Jaussaud, 2018 ; Abord de Chatillon, 2018). Les questions de la santé au travail, notamment dans les entreprises tout comme dans les administrations publiques et du travail à temps partagé, demeurent des préoccupations majeures pour les chercheurs en management. Si ces questions ont longtemps été traitées du point de vue des employés, celles orientées sur la santé du cadre administratif de la fonction publique du retour de son congé reste un axe de recherche tout aussi important. La possibilité de recourir au travail temporaire dans les administrations publiques n'est pas encore l'apanage des décideurs politiques. Le capital santé du cadre administratif de la fonction publique apparaît comme le premier actif immatériel (Torrès et Chabaud, 2013) et l'absence de santé a des conséquences immédiates et directes sur l'existence même de l'organisation et sur la GRH (Bachelard, 2016).

La gestion du retour au travail, après congés, semble généralement être une tâche complexe dans un contexte où la gestion des départs en congés des cadres administratifs n'est pas satisfaisante. Dans le contexte camerounais, la volonté de conserver les avantages liés au poste n'encourage guère les cadres administratifs de la fonction publique à admettre le départ en congé qui est un droit absolu. Très souvent, l'intérim est assuré par un collègue qui voit généralement sa charge de travail augmenter car, en plus de ses responsabilités, il doit désormais remplir les obligations du cadre parti en congé. Ce qui conduit à la surcharge du travail non seulement pour l'intérimaire qui n'est plus efficace sur ses responsabilités habituelles et sur le travail de l'intérim assuré, mais aussi pour le retour des congés du cadre administratif, l'exposant ainsi à des maladies professionnelles dues au stress.

Dans le cadre de cette communication, nous nous intéressons plus spécifiquement aux logiques de santé au travail sous le prisme du travail en temps partiel. Pour y parvenir, nous mobilisons la théorie de la conservation des ressources (COR) (Hobfoll, 1989) et proposons que la capacité du cadre administratif à acquérir, retenir et activer des ressources clés contribue à son mieux-être. L'objectif est de d'illustrer qu'une forme d'emploi alternative, tel que le travail à temps partagé, est bénéfique pour la santé du travailleur. L'originalité de cette contribution est de s'intéresser à un objet de recherche oublié de la GRH – le cadre administratif et sa santé – dans un contexte marqué par la faiblesse des institutions des pays du Sud et le déséquilibre organisationnel. Seront successivement abordés le cadre théorique de l'analyse, la méthodologie, la présentation des résultats et les discussions.

Mots clés : Travail à temps partiel ; Stratégie préventive ; Administration publique dans les pays du sud ; Stress.



Le patrimoine architectural, pour un nouvel ordre culturel face au développement durable en Tunisie

Sonia MANSOUR

PHD en Sciences Culturelles, maître assistant, Institut Supérieur des Arts et Métiers de Mahdia,
Université de Monastir, Tunisie, sonia.mansourouaja@gmail.com

Résumé : Le patrimoine architectural est devenu un véhicule de communication et de performance des marques et des organisations ; il génère un nouvel ordre culturel, qui agit sur nos ressentis et même sur notre comportement face au développement durable. Cette contribution vise à inviter des designers de la Tunisie et d'ailleurs, qui sont susceptibles de valoriser l'héritage bâti, d'y appliquer de nouvelles conceptions d'espaces de médiations, d'espaces culturels, de scénographie, du mobilier, d'aménagement.... La force de cette expérience innovante réside dans une approche à la fois globale et transdisciplinaire, ainsi que dans l'acquisition de nouveaux mécanismes au service du patrimoine architectural. Comment, alors, intégrer les stratégies de développement durable à l'héritage bâti par le biais du design et de la nouvelle technologie ? Les stratégies de développement durable couvrent plusieurs volets : Le/La Designer conçoit et supervise des projets écologiques qui répondent aux challenges toujours plus nombreux impulsés par les nouveaux modes de découverte d'échange et de partage. Pour ce faire, il semble essentiel pour l'architecte d'intérieur ou le scénographe appelés à exercer leurs compétences dans différentes situations, de développer l'autonomie, la compréhension du milieu et la capacité de se connecter à leur environnement écologique. Nous nous appuyerons sur des recherches, des cas d'analyse et puis des interventions. De multiples savoirs sont associés : parmi ceux-ci, ceux liés aux systèmes structurels, aux méthodes constructives, aux matérialités, aux équipements technologiques, aux installations... La création des dispositifs numériques peut mettre en avant une dynamique de l'expérience vécue comme un succès et mettre en évidence l'articulation du design expérientiel, schémas pouvant constituer les bases de l'élaboration d'une grammaire pour le patrimoine et le design : des projets de valorisation qui peuvent avoir un impact sur la culture, la société et le développement durable.

Mots clés : patrimoine architectural ; espace de médiation ; valorisation patrimoniale ; design espace ; développement durable



The Social Dimension of Sustainability and Gender Equality in the Implementation of Objective V of Agenda 2030

Giovanna MASTRODONATO

University Aldo Moro, Bari, Italy, ambiente01@yahoo.it

Abstract long: With a view to pursuing the objectives indicated in the context of Agenda 2030, a preliminary consideration seems to be possible: the concept of sustainability must be understood in a much broader sense than the mere environmental and economic spheres, to also include social (and cultural) sustainability that responds to the need to achieve equity objectives, by virtue of "an integrated action of the institutions (without excluding the possible collaboration of private entities)", in order to eliminate inequalities and discrimination against disadvantaged people. In this way, the achievement of social sustainability would go hand in hand with the need for a new cultural approach to the theme of sustainability and a consequent change in society - which cannot ignore the objective of gender equality - so profound as to be defined in terms of a true "cultural revolution", where "No one should be left behind".

Consequently, it is precisely the social dimension of sustainability, often overlooked, that should be enhanced in the perspective aimed at creating a new inclusive development model, open to the participation of women - even in top roles -, in implementation of the Goals of Agenda 2030, in particular Objective V. However, it must be underlined that the pandemic crisis seems to have affected the female gender - especially with reference to the data concerning women's employment - in such a significant way as to give rise to talk of shecession, almost as if to signify a totally female recession, despite the fact that as far back as 2000 the Lisbon Strategy had set a female employment rate of 60% as a target to be achieved by 2010.

Nevertheless, in our Country, gender equality, at present, although it is ensured in an initial phase relating to access to jobs, is then nullified in subsequent phases, when it comes to top roles. In particular, in fact, Italy appears to systematically occupy very low positions in the rankings that would certify the level of gender equality in the various countries, naturally to the detriment of the female gender. Furthermore, the loss of women's jobs, in addition to indicating a substantial failure of the gender policies implemented so far, is also significant for another profile: the "recession of women" irrefutably demonstrates an objective and serious inefficiency of our economic system. The inefficiency is based on a consideration that mainly concerns one fact: women do not work because they are concentrated on the primary task of caring for the family, which results in greater poverty of Italian families and a lower production of wealth in the Italian territories, especially in the South. In fact, the achievement of gender equality, in addition to ensuring the full implementation of individual and fundamental rights, would contribute to an enrichment of the entire society, in all its components.

Despite the serious economic crisis linked to the lockdown, in fact, a very significant fact has finally been recorded: women seem to have shown greater resilience, considering that in recent years, according to Eurostat data, Italy has acquired the primacy in terms of the number of female businesses in Europe: it therefore seems that women have now changed from victims into potential drivers for the country's recovery.

As for the international context, a first definition of gender equality concerns the "equal treatment for women and men in all social spheres" and is one of the fundamental rights included in the Universal Declaration of Human Rights of the United Nations, as well as being one of the primary objectives of the European Union,

pursuant to art. 2 of the EU Treaty, which expressly provides for the objective of equality between women and men, and pursuant to art. 3, par. 3, according to which the new economic model that intends to pursue the social market economy allows at the same time the pursuit of sustainable development, economic growth and the reduction of poverty and inequalities, in the perspective of social justice.

Finally, it is worth mentioning that global intervention, such as that envisaged in the Agenda 2030 system, has the advantage of promoting structural and wide-ranging actions, capable of combining the affirmation of rights and concrete application in the context in which individuals live.

A specific objective among the Goals identified by Agenda 2030, the fifth, is dedicated to women: it states that States must "Achieve gender equality and empower all women and girls".

Agenda 2030 starts from the assumption that gender inequality is one of the main obstacles to sustainable development, in which the elimination of all forms of violence against women (specifically indicated in objective no. 5.2) appears to play a very prominent role.

In an initially unreassuring scenario - for a long time mostly composed of fragmented legislative interventions - with respect to an evolution towards effective gender equality, it is worth mentioning the issuing of the "Code of equal opportunities between men and women", Legislative Decree 11th April 2006, n. 198 and Law 12th July 2011, n. 120, the so-called "Golfo-Mosca", which concerns the application of gender quotas in the governing bodies of joint-stock companies with public participation and listed on the stock exchange.

Lastly, - in the wake of a path towards gender equality that is anything but linear - Law 5th November 2021, n. 162 introduced gender equality certification in Italy and made it mandatory for all companies, public and private, with more than 50 employees, which allows for contribution relief and rewards for participating in public tenders.

This is one of the interventions envisaged by mission V "Cohesion and Inclusion" of the National Recovery and Resilience Plan, taking into account that gender equality represents one of the three transversal priorities in terms of social inclusion, together with "youth" and "Southern Italy".

In this way, law 162/2021 establishes the certification of gender equality starting from 1th January 2022 "in order to certify the policies and concrete measures adopted by employers to reduce the gender gap in relation to growth opportunities in the company, equal pay for equal tasks, policies for managing gender differences and maternity protection". This is a certification that companies with more than fifty employees must request from the bodies accredited to do so, to certify the compliance of the business organization with the principles of gender equality, in relation to remuneration and career conditions. Conversely, for companies with fewer than fifty employees, obtaining certification is voluntary, a circumstance that - at least prima facie - seems to significantly limit the implementation of the new certification system, considering that the Italian business fabric is mostly composed of small and medium-sized enterprises.

Keywords: Sustainability, Gender Equality, Certification

Classification JEL: Q01, K10, K23, K32



Cités et gestions ancestrales des ressources en eau en régions arides du Sud Global : Réflexion à la lumière des Objectifs de Développement Durable (ODD)

Fairouz MEGDICHE-KHARRAT

Maître assistant en urbanisme, Institut supérieur agronomique de Chott-Mériem ISA-CM IRESA,
Université de Sousse, Tunisie, feirouzmekdish@gmail.com

Résumé : Plusieurs régions du « Sud Global » ont en commun des conditions climatiques difficiles marquées par une aridité, à niveaux variables, et plus récemment, par les effets néfastes directs du changement climatique. Historiquement, dans ces régions, la sédentarisation a pu se faire grâce à l'adaptation de l'Homme à son milieu, notamment par la gestion appropriée de la ressource en eau. En effet, pour assurer leur survie dans de telles conditions où l'eau est rare et souvent difficile d'accès, les communautés, aussi bien rurales que citadines, ont développé des techniques typiques consistant à mobiliser les ressources de surface et aquifères, pour répondre aux besoins quotidiens en eau, notamment potable, pour la production d'énergie et pour l'irrigation de leurs parcelles agricoles. Cet ensemble toujours fonctionnel à nos jours, technique – ressource – irrigation, est géré avec parcimonie et suivant des règles *ad hoc* assurant un certain souverainisme sociétal et laissant s'installer au fil du temps une structuration spécifique des parties prenantes. Dans la région dite « MENA » (*Middle East & North Africa*), ces pratiques de l'irrigation communautaire persistent et font l'objet d'intérêts scientifiques croissants. Techniquement, ces systèmes d'acquisition et de transport de l'eau vers les aires d'utilisation, souvent à finalité d'irrigation, sont dotés de structures de prise de l'eau (puits, digues et plateformes orientées), de structures de transport de l'eau (canaux verticaux et horizontaux, souterrains, de surface et surélevés), de structures de stockage de l'eau (bassins, réservoirs, domestiques ou publiques), de structures d'exploitation directe de l'eau (bassins de lavage et autres), et, dans certains cas, des structures fonctionnant avec l'énergie produite par l'eau (moulins de surface et partiellement ou entièrement souterrains). Ces systèmes, avec leurs parties diverses, lient spatialement paysage naturel, régions rurales et agglomérations urbaines. En effet, dans des régions du Moyen-Orient, ces systèmes approvisionnent en eau les quartiers d'habitation et les cités historiques, à savoir, les *aflaj* en Oman qui transporte l'eau des aquifères jusque devant les maisons et à travers les bâtisses publiques (forts et mosquées), et les *qanâts* d'Iran qui passent directement sous les demeures et les bâtiments publics (mosquées) en permettant un accès privé direct à la ressource. Certaines bâtisses publiques en Iran permettent de stocker l'eau des *qanâts* et de servir en eau potable gratuite la communauté locale, d'autres permettent de la transformer en glace et de la stocker dans son état solide. Les moulins à eau se greffant aussi sur le parcours des *qanâts*, descendent plus bas que le niveau de ces derniers pour bénéficier de la force générée par l'eau dans sa descente en chute libre. Les citées-oasis du Sultanat d'Oman comme les cités historiques du désert iranien, sont construites sur un réseau ancestral de distribution de l'eau et coexistent en parfaite symbiose grâce à une gestion adaptée assurée par les communautés locales qui détiennent des droits en eau d'irrigation. Ces droits sont alloués selon la contribution, physique ou matérielle, de chacun à la construction du système ou suite au passage de celui-ci par leurs terres. Ces droits se louent, se vendent et s'héritent d'une génération à l'autre, indépendamment de l'âge et du sexe. Dans le cas de la Nord-Afrique, et plus précisément de la Tunisie, les cités traditionnelles des régions à pluviométrie limitée se sont adaptées grâce à l'intégration dans les bâtisses domestiques et publiques des systèmes de

collecte d'eau pluviale, nommés *mwajel* (*majel* au singulier), qui constituent des structures souterraines, dans la plupart des cas, emménagées sous les patios. La médina de Kairouan en constitue un exemple majeur ; par contre, la ville se distingue par la structure hydraulique *extra muros*, les bassins des Aghlabides.

Cette communication revient sur ces modèles urbains, qui ont fait leurs preuves, avec leurs dispositions et leurs infrastructures adaptées aux systèmes ancestraux d'acquisition et de distribution de la ressource en eau. Elle présente une approche d'évaluation de ces modèles, des systèmes et des modes de gestion des ensembles techniques-ressources-exploitation à la lumière des Objectifs de développement durable (ODD) : l'accès à l'eau salubre et l'assainissement (ODD 6), à savoir, garantir l'accès de tous à l'eau et à l'assainissement et gérer les ressources en eau de façon durable ; le recours aux énergies renouvelables (ODD 7), à savoir, garantir l'accès de tous à des services énergétiques fiables, durables et renouvelables à un coût abordable ; des villes et communautés durables (ODD 11), à savoir, créer des villes, des logements, des transports ouverts à tous, sûrs, résistants et durables ; une consommation responsable (ODD 12), à savoir, instaurer des modes de consommation et de production durables ; la lutte contre le changement climatique (ODD 13), à savoir, prendre des mesures d'urgence pour lutter contre les changements climatiques et leurs conséquences ; et la justice et paix (ODD 15), à savoir, promouvoir la paix, assurer à tous l'accès à la justice et mettre en place, à tous les niveaux, des institutions efficaces, responsables et ouvertes. Cette étude conclue avec un inventaire des aspects spécifiques qui pourraient servir de leçons à tirer de ces modèles et de ces systèmes, sous la forme de recommandations pour une relecture et une rénovation de nos cités du Sud Global.

Mots-clefs : Cités du Sud Global ; Eau ; Gestions ancestrales ; Objectifs de développement durable (ODD).



INDEX DES PROPOSITIONS RESUMEES

- Editorial* p. 4
Claude ALBAGLI, *Président de l'Institut CEDIMES*
- Panel 1 - L'identification d'une rupture imposant un « monde d'après »** p. 11
- Ouverture commerciale, diversification des exportations et croissance économique : une étude empirique pour le cas de l'économie algérienne pour la période 2000/2022* p. 12
Habib BEN BAYER, *Université, BENAHMED Mohamed, Oran2, Algérie*, **Lakhdar ADOUKA**, *Fayçal MOKHTARI, Université, Mascara, Algérie*
- Madagascar, laboratoire de la mondialisation : les défis de la régulation et les limites du dialogue social* p. 16
Marc BOULNOIS, *Doctorant en Economie, Université d'Antananarivo, Madagascar*
- Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAF) et l'impact des nouvelles intégrations des chaînes de valeur régionales : une perspective algérienne* p. 20
Younes FERDJ, *Maître de Recherche, Centre de Recherche en Économie Appliquée pour le Développement (CREAD), Alger, Laboratoire LAMOPS, (ENSSEA) Algérie*
- How Is Geopolitics Driving Economic Disintegration?* p. 23
Ghassen JABRI, **Sami MENSI**, *Ecole Supérieure de Commerce de Tunis, Manouba University Tunisia*
- Le retour au bilatéralisme économique : entre riposte contre le nouveau bloc des PED et volonté d'affaiblir le système OMC* p. 25
Rafik MESSAD, *Maitre de conférences HDR, Faculté de droit et des sciences politiques, Université Mouloud MAMMERI, Tizi-Ouzou, Algérie*
- From Global Value Chains to Local Jobs: Exploring FDI-induced Job Creation in EU-27* p. 28
Magdalena OLCZYK, *Gdańsk University of Technology, Poland*, **Marjan PETRESKI**, *University American College Skopje, North Macedonia*, *Gdańsk University of Technology, Poland*, *Finance Think – Economic Research & Policy Institute, Skopje, North Macedonia*
- Excess Production Capacity in China* p. 30
Ali SALEH, *Future for Advanced Researches & Studies - Abu Dhabi, U.A.E.*
- L'économie rentière algérienne : défis et perspectives de diversification* p. 31
Rachid YUCEFI, *Directeur Laboratoire de recherche POIDEX, Université Abdelhamid Ibn-Badis, Mostaganem, Algérie*

Panel 2 - Une démondialisation entrepreneuriale en jeu	p. 34
<i>Politique budgétaire et dynamique économique au Niger</i> Mohamed Salim MAHAMAN BOUBACAR, Abdelkader AGUIR, Mounir SMIDA, <i>Lab MOFID, Faculty of Economics and Management of Sousse, University of Sousse, Tunisia</i>	p. 35
<i>Le nouveau Sud : la caricature géographique d'un rôle stabilisateur face à l'hégémonie d'un Nord reconfiguré - L'Afrique (encore) hors-jeu</i> Guy MBEGA, Ph.D, Université Yaoundé II, Yaoundé, Cameroun	p. 39
<i>Threshold Effects of Banking Inclusion on Banking Risk and Performance: Evidence from BRICS Nations</i> Meriem SEBAI, <i>Laboratory Applied Microeconomics Research (LARMA-LAPE), Faculty of Economic Sciences and Management of Tunis, University of Tunis El-Manar, Tunisia,</i> Omar TALBI, <i>Laboratory of International Economic Integration (LIEI), Faculty of Economic Sciences and Management of Tunis, University of Tunis El-Manar, Tunisia</i>	p. 40
<i>Conscience Collective et Identités en mutation : Réponses Contemporaines aux Défis de l'Érosion des Droits Internationaux</i> Sameh ZOUARI SELLAMI, IHEC, Université de Carthage, Tunisie	p. 43
Panel 3 - Commerce International et prégnance dynamique d'une économie occulte	p. 44
<i>Résistance aux mesures ESG dans les pratiques des traders de matières premières : Une perspective bourdieusienne (Etude de cas : Une société de trading de métaux)</i> Madeleine BLIN-PLANTY, Executive Doctorante, Université Paris – Dauphine, Paris, France	p. 45
<i>PME privées algériennes et facteurs limitatifs de leur croissance</i> Amel GUEHAIRIA, <i>Professeure des universités, LIRUE, École Nationale Supérieure de Statistique et d'Economie Appliquée (ENSSEA), Algérie,</i> Rachid BOUDJEMA, <i>Professeur des universités, LIRUE, École Nationale Supérieure de Statistique et d'Economie Appliquée (ENSSEA), Algérie,</i> Samira SIFER, <i>Maître de Conférences, École des Hautes Etudes commerciales (EHEC) & LIRUE, Algérie</i>	p. 49
<i>Insurance Market Development, Energy Consumption, and Tunisia's CO2 Emissions. New Perspectives from ARDL Test</i> Taieb Farhoud HAGER, <i>Laboratoire de Recherche Prospectives et Stratégies de Développement Durable, Université de Tunis - Ecole Supérieure des Sciences Economiques et Commerciales, Tunisie,</i> Tarek WESLATI, <i>Laboratoire de Recherche Développement Financier et Innovations, Université de Tunis - Ecole Supérieure des Sciences Economiques et Commerciales, Tunisie</i>	p. 53

- Transition énergétique et changement climatique : Cas de l'Algérie* p. 56
Jamila KANSAB, Maitre de conférences, Université Oran 2, Algérie
- Les incitations à l'exportation : où en est l'Algérie ?* p. 58
Kahina MELLAB, Maître de recherche, CREAD – LIRUE, Alger, Algérie
- Les principes fondamentaux de la mondialisation : Quel regard croisé entre le pays du Nord et du Sud ?* p. 61
Marc RICHEVAUX, Maître de conférences ULCO, Dunkerque, France, Enseignant ICL, rédacteur en chef des Cahiers du CEDIMES, **Brice MANKOU**, professeur associé, Université Laval, Québec, Canada
- Impact des Transferts de Fonds et des Investissements Étrangers sur la Croissance Économique : Une Étude Pooled Mean Group* p. 62
Safa SNOUSSI, ESSEC TUNIS
- Le contexte géopolitique et les chocs économiques des prix de l'énergie dans l'UE* p. 66
Alina Iuliana TABIRCA, Assistant Professeur, Université Valahia, Targoviste, Roumanie
- La contrefaçon de médicaments dans le monde : Vies en péril, fortune à la clé !* p. 67
Pr. Zoheir TAFER, Laboratoire LARMHO, Université de Tlemcen, Algérie,
Pr. Mohamed SAIDANI, Laboratoire POLDEVA, Université de Tlemcen, Algérie
- Human Trafficking in the Digitized Society: Overview and Leads to Fight a Technology-Facilitated and Protean Crime* p. 70
Juliette VILLEROY, ESDR3C - Conservatoire national des Arts et Métiers (CNAM), France
- Panel 4 - Un déplacement des cohérences par l'écologie** p. 74
- Les effets de l'immigration qualifiée et de la qualité des institutions sur l'innovation dans les pays d'accueil : validation empirique pour un panel de pays européens* p. 75
Nourhen BAAZIZ, **Faycal AMROUNI**, **Fatma MRAD**, Faculté des Sciences Economiques et de Gestion de Sousse – Université de Sousse, Tunisie
- Les facteurs d'influence sur l'intention d'achat en ligne chez les consommateurs Tunisiens en quête d'innovation frugale* p. 78
Nessrine BEN GAYED, **Amina OMRANE**, Faculté des sciences économiques et de gestion de Sfax, Tunisie
- L'évolution rapide des technologies et l'importance du développement des compétences* p. 79
Amel BERBER, Maître de conférences « A », Ecole Supérieure d'Agronomie Mostaganem - Algérie - Laboratoire : Economie et Stratégie des Affaires. Université de Carthage – Tunisie, **Khadidja BOUZID**, Maître de conférences « A », Ecole Supérieure d'Agronomie Mostaganem - Algérie - Laboratoire : Biotechnologie appliquée à l'agriculture et à la préservation de l'environnement. ESA Mostaganem – Algérie
- Transferts technologiques et relocalisations positives : analyse des disparités entre les deux rives de la Méditerranée* p. 83

Elyes CHABANNE, Chercheur-doctorant, IHEC Carthage, Tunisie

Capacités productives et « convergence clubs » du Sud global : Quels facteurs accélèrent ou ralentissent le temps de convergence p. 85

Pr. Kamel GHAZOUANI, IHEC Carthage, Tunisie

Navigating Innovation: A Comparative Analysis of Technological Entrepreneurship Ecosystems in the Mediterranean and Southeast Asia p. 87

Walid GHODHBANE, Ecole supérieure de commerce de Tunis, Université de la Manouba, Tunisie

Le management de transfert de connaissance a travers les technologies de la formation ouverte et à distance p. 91

Pierre Benjamin RAKOTOMAHENINA, Professeur, Responsable de la Mention Gestion de la FECS, Université d'Antananarivo, Antananarivo – Madagascar
Fanomeantsoa RAMAROMANANA, Maître de conférences, Université d'Antananarivo, Antananarivo – Madagascar

Le rôle de l'IA dans la réduction des écarts économiques entre les pays en développement et les pays développés p. 93

Fatiha YAHIA, Faculté des sciences économiques et de gestion de l'Université Tunis EL Manar, **Fayçal Ben AMEUR**, Laboratoire de Recherche en Microéconomie Appliquée (LARMA)

Panel 5 – objectifs climatiques : peut-on éviter la décroissance ? p. 96

La transition énergétique dans le bassin méditerranéen : par indice de durabilité p. 97

Hirzellah ABBAS, Département de la formation initiale SEGC-LMD, Université de Bejaia, Algérie, **Sakina MEKHMOUKH**, Département des sciences de gestion, Laboratoire RMTQ, Université de Bejaia, Algérie

Le développement des projets de dessalement en Algérie : entre rareté de l'eau et gestion de la crise p. 100

Dr. Djohar ABDERRAHMANE, **Dr. Rachida IMEKHELAF**, **Pr. Ouahiba AIT HABOUCHE-MIHOUB**, Faculté des sciences économiques, de gestion et sciences commerciales ; Université Mohamed BENAHMED ; Oran2 ; Algérie.

Les impacts du changement climatique sur la santé humaine et environnementale : le constat alarmant p. 103

Dr. Djohar ABDERRAHMANE, **Dr. Rachida IMEKHELAF**, **Pr. Ouahiba AIT HABOUCHE-MIHOUB**, Faculté des sciences économiques, de gestion et sciences commerciales ; Université Mohamed BENAHMED ; Oran2 ; Algérie

Consommation d'énergies renouvelables et durabilité environnementale : le rôle de la stabilité politique p. 106

Faten AKREMI, Faculté des Sciences Juridiques, Economiques et de Gestion de Jendouba, Tunisie

Green innovation in global south countries: An empirical analysis using green patents p. 110

Hela BANI, *Esprit, School of engineering, Tunisia*

L'incursion du droit minier au droit de l'environnement et les droits de la population adjacente aux zones minières à Madagascar Une implosion sociale latente p. 112

Ekobary Laurent ANDRIATAHINA, *Chargé de cours et de TD - Doctorant en Droit de la Santé, Université de Toamasina – Madagascar*

Les défis écologiques dans la reconfiguration des chaînes de valeur globales p. 115

Iméne BELLABAS, *Doctorante en gestion internationale, Université Laval, Québec, Canada*, **Zhan SU**, *Professeur de stratégie et titulaire de la Chaire Stephen-A.-Jarislowsky en gestion des affaires internationales, Université Laval, Québec, Canada*

Transition écologique : comment atteindre les objectifs climatiques sans décroissance, p. 120

Khadidja BOUZID, *Maître de conférences « A », Ecole Supérieure d'Agronomie Mostaganem - Algérie - Laboratoire : Biotechnologie appliquée à l'agriculture et à la préservation de l'environnement. ESA Mostaganem – Algérie*, **Amel BERBER**, *Maître de conférences « A », Ecole Supérieure d'Agronomie Mostaganem - Algérie - Laboratoire : Economie et Stratégie des Affaires. Université de Carthage – Tunisie*

La montée récente des incendies forestiers au Brésil pousse encore plus loin un modèle de croissance prédatrice de la nature. Peut-on faire appel à la sagesse des peuples ancestraux ? p. 125

José Artur DOS SANTOS FERREIRA, *Economiste, enseignant-chercheur, Université Fédérale d'Ouro Preto, Ouro Preto, Brésil*

The Relationship Between Economic Growth and CO2 Emissions in Emerging Countries p. 129

Nihel FRIKHA, *PHD student, Development Economics Laboratory, Faculty of Economics and Management, University of Sfax, Tunisia*

Ethical value of Green Sukuk in Environmental protection p. 131

Mohamed Sadok GASSOUMA, *ISTH - Ez-zitouna University, ECSTRA-LAB-IHEC, Carthage, Tunisie*

Is the Environmental Phillips Curve (EPC) validated for the case of Algeria? p. 135

Nassima HAMIDOUCHE, *Maître de Conférences, LIRUE – ENSSEA, Alger, Algérie*, **Djamel BOUMALI**, *LIRUE – ENSSEA, Alger, Algérie*, **Halima ZOUAOUI**, *Professeure des universités, LIRUE – ENSSEA, Alger, Algérie*

Structural Change and CO2 Emissions: The Moderating Effect of Institutional Quality in the Top Ten Emerging Market Economies p. 137

Radhouane HASNI, **Imen OUERGHI**, *ESCT Tunis, university of Manouba. Tunisia & QUARG UR17ES26. ESCT. Campus University of Manouba. 2010. Tunisia.*

Undernourishment in Africa, the causes and challenges p. 141

Mayssa HEDHLI, *Enseignante-chercheure, ISET Médénine, Tunisie*

Climate change and future role of the insurance : parametric policies p. 142

Deborah MOLA, *confirmed researcher in “Economics of financial intermediaries” and adjunct professor in “Economics and techniques of insurance companies”, Department of Economics and Finance, University Aldo Moro, Bari, Italy*

Finance verte, transition écologique et conservation de la biodiversité en Afrique : une analyse économétrique des déterminants et des défis p. 145
Nana Hadiza MOUNKAILA GOUROUZA, Ecole doctorale, FSEG/ Sousse, Université de Sousse, Tunisie, **Dr. Mohamed KOUNI**, FSEG/ Sousse, Université de Sousse, Tunisie

Asymmetric Cointegration OF Trade Openness, Foreign Direct Investment (FDI) on Climate Change: Case of Manufacturing Sector in Nigeria p. 147
Muhammad Abdulaziz MUHAMMAD1, Bayero University Kano, Nigeria, **Kamal Tasiu ABDULLAHI**, Istanbul University, Turkiye

Les déterminants des émissions des Green Bonds : Cas des pays de l'OCDE et du BRICS p. 148
Arij NASRI, IHEC Carthage, Tunisie

Objectifs climatiques : peut-on éviter la décroissance ? Transition énergétique et climat : interdépendance des enjeux et des stratégies, décroissance, dépopulation, fin du bonheur consumériste, crises sanitaires, urbanisation, crises sociales, redécouverte de l'économie comme science noire. p. 152
Samira TROUDI, Pr Sami AOUDI, Faculté de sciences économiques et de Gestion de Tunis, Tunisie

Panel 6 - L'impact des nouvelles révolutions technologiques, notamment digitales p. 157

Determinants of domestic savings in Nigeria: The Marginal Role of Per-Capita Income p. 158
Kamal Tasiu ABDULLAHI, Istanbul University, Turkiye

Théorie des jeux et Programmation Linéaire dans le domaine de la guerre : Modélisation de la guerre russo-ukrainienne p. 160
Dr. Rabii Ben AMARA, PhD. in management science, research associate at ECSTRA laboratory, IHEC Carthage – University of Carthage, Tunisie

Etat – Nation – Patrie : quelles futures institutions territoriales ? p. 163
Denis DHYVERT, Président du CEDITER, France

L'intuition dans la prise de décision : modélisation du processus de décision des professionnels de la sécurité en France p. 168
Donya HASNAOUI, Laboratoire Sécurité & Défense ESDR3C, CNAM Paris, France

Frontières maritimes malgaches et îles éparses : de la realpolitik vers la « real-economik » p. 170
Aina RAZAFIARISON, Blanche Nirina RICHARD, Université d'Antananarivo, Madagascar

Panel 7 - Entrepreneuriat et Intelligence Artificielle p. 173

Managing the coopetition paradox p. 174

Dr. Rabii Ben AMARA, *PhD. in management science, research associate at ECSTRA laboratory, IHEC Carthage – University of Carthage, Tunisia*

Facteurs de réussite entrepreneuriale en Tunisie : Une étude statistique et empirique des déterminants personnels, environnementaux et managériaux p. 178

Anis BAHRI, *Formateur et coach, en entrepreneuriat et management de projets à l'ANETI, Tunisie*, **Amani ZAOUALI**, *Docteur en Sciences économiques, Faculté des sciences économiques et de gestion de Sousse, université de Sousse, Tunisie*, **Fatma MRAD**, *Maitre de conférences, *Faculté des sciences économiques et de gestion de Sousse, université de Sousse, Tunisie*

L'influence des déterminants de l'adoption du cloud computing sur la gestion de la supply chain : une étude empirique dans le contexte tunisien p. 182

Sameh BALAACI, **Amina OMRANE**, *Université de Sfax, Faculté des sciences Économie et de Gestion de Sfax, Tunisie*

Artificial intelligence and Student entrepreneurship in Algeria : Success Factors and Potential Contributions to National Economic Diversification p. 183

Nawel BENESSALAH, *Maître de conférences, Université d'Oran 2, Algérie*, **Samir ABDELMALEK**, *Docteur, Université d'Oran 2, Algérie*

Les facteurs d'optimisation de la mobilité internationale des capitaux dans les pays maghrébins p. 185

Mohammed Abdelaziz BENKAMLA, **Kamel TCHAM**, **Samra BELDJERBA**, *Université d'Oran 2, Algérie*

L'incubateur comme structure favorable de développement entrepreneurial pour les startups : cas de l'incubateur ABP SPACE de Bejaia p. 188

Nouara DJEMAH, **Sakina MEKHMOUKH**, *Département des sciences de gestion, Laboratoire RMTQ, Université de Bejaia, Algérie*

Modèle d'intelligence artificielle et prévision d'inflation par la Banque Centrale de Tunisie (BCT) p. 191

Amal GHORBEL, *LED (Laboratory in Economic Development at the Faculty of Economics and Management of Sfax, Tunisia)*

IA : évolutions possibles et implications éthiques sur le marché mondial p. 193

Raffaella GIRONE, *chercheure, Université Aldo Moro, Bari, Italie*, **Eusebio DE MARCO**, *savant dans la matière, Université Aldo Moro, Bari, Italie*, **Francesco SCALERA**, *Professeur, Université Aldo Moro, Bari, Italie*

Le télétravail est un levier du développement durable p. 196

Dr Moslem JEBRI, *FSSH de Tunis, Université de Tunis, Tunisie*

Quand les Technologies de l'information modifient le business modèle des entrepreneurs agricoles au Cameroun p. 197

Martial KADJI NGASSAM, *Enseignant-Chercheur, Laboratoire d'Economie et Management appliqué (LEMA), ESSEC-Université de Douala, Cameroun*, **Gilchrist Gautier MBOUDJA de HOGA**, *PhD en Marketing et Stratégie, Laboratoire d'Economie et Management appliqué (LEMA), ESSEC-Université de Douala,*

Cameroun, **Altante Désirée BIBOUM**, Agrégée en sciences de Gestion, coordonnatrice du LEMA, ESSEC- Université de Douala, Cameroun

E-marketing et performances managériales dans les entreprises publiques camerounaises : bilan et perspectives p. 200

Mireille BITYE M., IRIC/Université de Yaoundé II, **Gisèle Laetitia MBEYOO ANGUE**, doctorante, FSEG, ICT University, Yaoundé, Cameroun

Gouvernance participative et compétitivité des produits de terroir en Afrique subsaharienne : Diagnostic, enjeux et perspectives en contexte camerounais p. 203

Mireille BITYE M., IRIC/Université de Yaoundé II, **Thierry Armel OBAM BIKO**, FSEG, Université Yaoundé 2, Cameroun

Approche systémique appliquée aux systèmes de santé : enjeux socio- économiques p. 205

Samira SIFER, Maître de Conférences (École des Hautes Etudes commerciales (EHEC) & LIRUE, Algérie, **Amel GUEHAIRIA**, Professeure des universités, École Nationale Supérieure de Statistique et d'Économie Appliquée (ENSSEA) & LIRUE, Algérie

Panel 8 - Enjeux démographiques antinomiques : inégalités territoriales et sociales p. 208

L'ouverture commerciale et ses effets sur les inégalités salariales et régionales : Cas de la Tunisie p. 209

Hamza BEN YOUNES, LARMA (Laboratoire de Recherche en Microéconomie Appliquée), Faculté des Sciences Economiques et de Gestion de Tunis, Université de Tunis-El Manar, Tunisie

“ Magic world “ and fight against social inequalities in the “ethnological” analysis of Ernesto De Martino p. 212

Adelina BISIGNANI, professore associato in Storia delle dottrine politiche, Università degli studi, Bari, Italy

Questions de genre et distribution territoriale, le rôle des femmes dans le marché du travail et dans le tourisme p. 214

Rosalina GRUMO, Professeure de Géographie, Université Aldo Moro, Bari, Italie

Les déséquilibres réels et les équilibres souhaitables entre les rives de la Méditerranée p. 216

Michela C. PELLICANI, Département de Sciences Politiques, Université Aldo Moro, Bari, Italie

Social Sustainability: Frameworks, Practices, and financial implications p. 219

Fabio PIZZUTOLO, Associate Professor of Financial markets and Intermediaries, Department of Economics, Management and Business law, University of Bari Aldo Moro, Italy

Construction d'un indicateur de l'état de santé et analyse de l'impact de la protection sociale : cas de l'Algérie p. 221

Samira SIFER, Maître de Conférences (École des Hautes Etudes commerciales (EHEC) & LIRUE, Algérie, **Amel GUEHAIRIA**, Professeure des universités, École

Nationale Supérieure de Statistique et d'Economie Appliquée (ENSSEA) & LIRUE, Algérie

Étude économétrique des déterminants de la consommation de médicaments et de l'automédication : Cas d'Alger p. 224

Samira SIFER, Maître de Conférences (École des Hautes Etudes commerciales (EHEC) & LIRUE, Algérie, **Amel GUEHAIRIA**, Professeure des universités, École Nationale Supérieure de Statistique et d'Economie Appliquée (ENSSEA) & LIRUE, Algérie

Panel 9 – Suprématie monétaire internationale et aspirations concurrentes p. 227

Analyse de la procédure de dédollarisation et les perspectives au sein des pays BRICS p. 228
Ebrahim ABBASSI, Maître assistant, Université Azad Islamique de Téhéran, Iran

Les marchés financiers : Compréhension théorique et perspectives analytiques p. 231
Youssef BOUFARES, Doctorant, FSEG, Université de Sousse, Tunisie

Breaking the Cycle: Revealing the Hidden Link Between Financial Instability and Inequality in the US p. 235

Brahim GAIES, Department of Economics, Finance and Control, IPAG Business School, IPAG Chair "Towards an Inclusive Company", Paris, France

Twin Deficit Problem and Feldstein-Horioka Hypothesis in Tunisia: ARDL Bound Testing Approach and Investigation of Causality p. 236

Taieb Farhoud HAGER, Laboratoire de Recherche Prospectives et Stratégies de Développement Durable, Université de Tunis - Ecole Supérieure des Sciences Economiques et Commerciales, Tunisie

The Nexus between Remittances, Growth and Income Inequalities: The case of MENA Economies p. 240

Taieb Farhoud HAGER, Associate Professor - Department of Economics – University of Tunis - Laboratoire de Recherche Prospectives et Stratégies de Développement Durable, Ecole Supérieure des Sciences Economiques et Commerciales de Tunis, Tunisie, **Fatma MABROUK**, Associate Professor - Department of Economics. College of Business & Administration Princess Nourah Bint Abdul Rahaman University. Riyadh, Kingdom of Saudi Arabia

An Analysis of The Implementation of IMF Programs: Do Program Design and Political Factors Matter? p. 242

Hela Ben HASSINE KHALLADI, IFaculté des Sciences Economiques et de Gestion de Tunis, Tunisie, **Fadi FAWAZ**, College of Business, Tennessee State University, USA

Macroeconomic Instability and Economic Growth p. 247

Messaouda KHEMICI, Maître-assistante, ENSSEA, Alger, Algérie

Cryptomonnaies et controverses monétaires : état des lieux et enseignements pour les politiques monétaires africaines p. 248

Fabien Clive NTONGA EFOUA, enseignant-chercheur, FSEG, Université Yaoundé II, Yaoundé, Cameroun

Panel 10 – Industries culturelles du Sud global et dominantes occidentales p. 252

Vers une participation des Relations Publiques à la promotion des valeurs culturelles dans les petits et moyens territoires en Afrique Subsaharienne francophone : regards croisés Niger-Cameroun p. 253

Mireille BITYE M., IRIC/Université de Yaoundé II, **Julien BENOMAR**, Chercheur-Praticien, **René V. MENDOMO**, **Jean Gabriel ONGUENE**, ERMASMOP-Afrique/CEREG, Cameroun

Penser une fonction RH à temps partiel pour l'efficacité des administrations publiques des pays du Sud : cas du Cameroun p. 255

Roulie Niquaise EVA'AH, **Robert SANGUE FOTSO**, Faculté des Sciences Economiques et de Gestion, Université de Yaoundé II, Cameroun

Le patrimoine architectural, pour un nouvel ordre culturel face au développement durable en Tunisie p. 257

Sonia MANSOUR, PHD en Sciences Culturelles, maître assistant, Institut Supérieur des Arts et Métiers de Mahdia, Université de Monastir, Tunisie

The Social Dimension of Sustainability and Gender Equality in the Implementation of Objective V of Agenda 2030 p. 258

Giovanna MASTRODONATO, University Aldo Moro, Bari, Italy

Cités et gestions ancestrales des ressources en eau en régions arides du Sud Global : Réflexion à la lumière des Objectifs de Développement Durable (ODD) p. 260

Fairouz MEGDICHE-KHARRAT, Maître assistant en urbanisme, Institut supérieur agronomique de Chott-Mériem ISA-CM IRESA, Université de Sousse, Tunisie